Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile

Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband

Band: 32 (1985)

Heft: 1-2

Artikel: Les présidents de sections de l'USPC ont la parole = SZSV-Präsidenten haben das Wort

Autor: Borel, Denis

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-367329

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Les présidents des sections de l'USPC ont la parole:

Aujourd'hui: Monsieur Denis Borel

hwm. Dès maintenant et pour quelque temps, des présidents des sections de l'USPC s'exprimeront, dans cette nouvelle rubrique, l'un après l'autre sur un sujet laissé à leur appréciation. Notre objectif consiste à connaître les avis de tous les coins de la Suisse, à savoir les problèmes auxquels est confronté l'un ou l'autre des présidents des 23 sections que compte l'USPC et à être renseigné sur l'attitude qu'il adopte face aux questions touchant la protection civile et la défense générale. Mais il peut s'agir également d'une pensée choc pouvant peut-être en amener d'autres.

Introduction

Dans un fascicule récent de notre revue, le rédacteur en chef a incité les présidents de section à faire part à l'occasion de certaines de leurs réflexions dépassant le cadre cantonal. Je réponds à cet appel à titre personnel; ce que je vais exprimer n'engage donc pas mon Comité ni l'Association neuchâteloise.

La confiance en la protection civile doit être accrue

Comme d'autres, j'ai perçu la tendance de pacifistes d'ici et d'ailleurs – parmi eux, des hommes de bonne volonté – à étendre à la protection civile leur refus de toute participation aux mesures de défense. Ils savent que notre protection civile est très avancée et capable d'efficacité. Ils affirment alors tout bonnement que cette efficacité est néfaste, parce qu'elle donne à la population une impression de sécurité, qui la porte à ne pas trop craindre la guerre, donc à ne pas s'engager suffisamment pour prévenir les conflits armés.

Le rôle des sections consiste donc, ces temps-ci, à seconder les autorités dans leur effort pour que nos concitoyens gardent leur confiance dans le but et les possibilités de notre protection civile et que les sceptiques se rallient peu à peu aux partisans de notre défense générale et non pas à ceux qui entendent susciter l'angoisse des habitants, dans l'idée, qu'au moment du danger, ils feront pression sur nos autorités afin qu'elles livrent notre Pays, sans opposition, à la volonté d'un étranger hostile. Quand le citoyen sera brimé, privé des droits essentiels, il sera trop tard pour découvrir que la liberté aurait mérité d'être défendue, même au prix de sacrifices douloureux.

Dans notre action en faveur de la protection civile, nous devons cependant éviter de donner l'impression à nos concitoyens qu'ils ne doivent penser qu'à cela et se replier sur eux-mêmes: il faut tout autant susciter chez eux un élan de solidarité agissante envers tous les hommes et les femmes d'ailleurs, afin que les tensions inévitables entre communautés humaines se résorbent avant qu'on en vienne à l'emploi de la force.

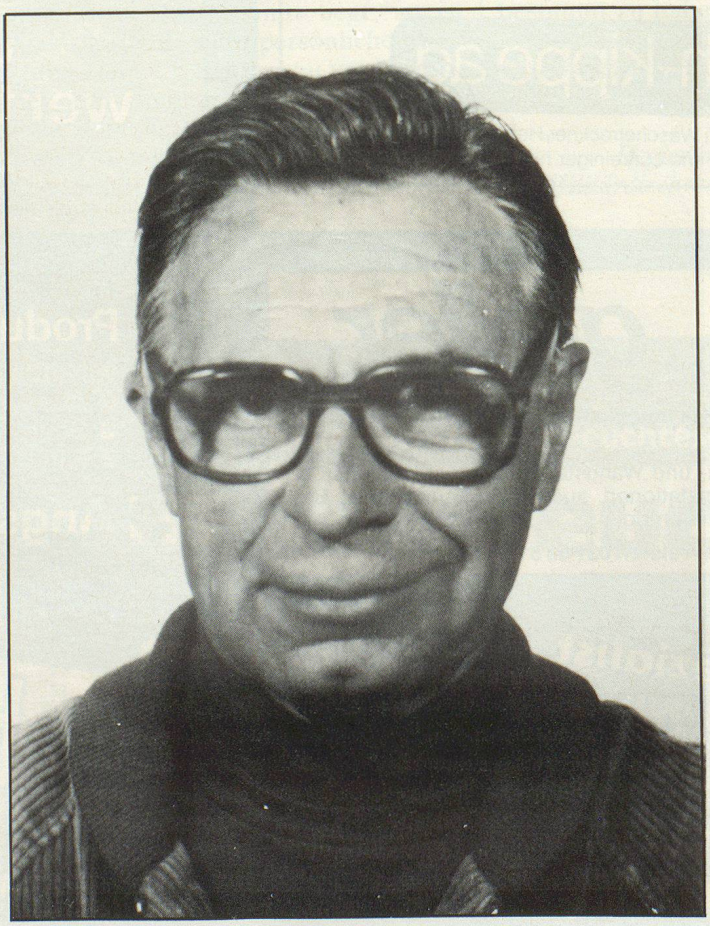
Le Suisse désire ardemment vivre en paix; il voudrait aussi que l'Etat lui «fiche la paix». Cela n'est malheureusement pas très conciliable, même dans un pays dit libéral, car une communauté ne peut rester indépendante que si les individus acceptent les contraintes qu'implique la préparation d'une défense crédible.

Les abris sont indispensables en guerre conventionnelle

On a tendance à ne voir dans nos abris qu'une protection contre des projectiles atomiques. Depuis 20 ans, ils sont assurément construits pour résister à d'énormes déflagrations rapprochées et retenir des poussières radioactives. Il est toutefois vrai que, si un pays entier était dévasté et irradié ensuite d'explosions massives au niveau du sol, les personnes qui sortiraient des abris ne pourraient pas survivre.

Je suis convaincu que l'on peut écarter cette perspective, car je crois que les hommes d'Etat les moins humains, détenteurs de l'arme nucléaire, se garderaient de déclencher des tirs atomiques, car ils savent «l'autre» capable d'une riposte anéantissante. On voit d'ailleurs croître en maints endroits l'idée que l'arme nucléaire est certes dissuasive, en ceci qu'elle détourne quiconque d'y recourir, et que, si par malheur, un conflit aigu en Europe devait déboucher sur l'emploi de la force, ce serait une guerre dite conventionnelle.

Si notre Pays devait être touché marginalement ou subir une agression caractérisée, notre armée aurait à se battre pour faire respecter notre souveraineté et préserver notre peuple de l'emprise ennemie. Mais, pour le faire avec succès, elle aurait besoin d'un moral solide et de liberté d'action. L'un et l'autre ne sont pensables que si nos familles sont en mesure de se mettre à l'abri. En effet, savoir que les siens sont protégés donne au soldat le courage de se battre, savoir qu'en tirant pour défendre ou reprendre nos propres villages, il ne risque pas de tuer des compatriotes, le délivre des entraves à un combat efficace.



Denis Borel est président de l'Association cantonale neuchâteloise pour la protection civile.

Denis Borel ist Präsident der Sektion Neuenburg des Schweizerischen Zivilschutzverbandes. Bis zu seiner Pensionierung war Denis Borel Divisionär.

(Photo: zvg.)

C'est cela qu'il faudrait encore mieux faire comprendre à nos concitoyens.

Protection civile et armée seraient toutes deux confrontées à des situations de détresse analogues

On se réjouit de voir peu à peu s'évanouir une prévention réciproque entre la protection civile et l'armée. Proclamée avec raison, branche purement civile de la défense, la protection civile s'est attaquée avec détermination à la réalisation des ses objectifs, mais – en toute bonne foi – en se gardant d'avoir l'air de pratiquer des méthodes militaires. L'armée, dans un premier réflexe de celui auquel on arrache une exclusivité et oblige au partage, n'a pas toujours soutenu la protection civile avec conviction. Elle montrait même du scepticisme envers cette institution aux habitudes, à son gré, trop bon-enfant à ses débuts.

On a maintenant compris dans de larges milieux que tant les organismes de protection civile que les formations militaires ont pour destin d'affronter d'éventuelles situations dramatiques (destructions, victimes innombrables, dans des circonstances confuses). Or, pour agir avec succès dans une ambiance de détresse, de danger, sous forte pression psychologique, il faut avoir appris la rigueur dans le comportement. Les chefs doivent savoir dominer leurs sentiments pour décider vite et judicieusement, pour ordonner de façon convaincante. Les exécutants doivent avoir la force de caractère d'accomplir vite et sûrement les gestes qu'on leur a enseignés peut-être jusqu'à l'ennui.

La nécessité de la rigueur n'est donc pas militaire en soi et si, dans l'armée, on cherche à se conformer à des habitudes de rigueur, ce n'est pas par besoin dérisoire de paraître «militaire», mais parce que l'on croit que c'est la seule manière de se prémunir de la paralysie, que peut provoquer le choc psychologique d'une situation de guerre. Pour sauver leurs concitoyens, les membres de la protection civile devraient aussi surmonter ce choc.

SZSV-Präsidenten haben das Wort:

Heute: Denis Borel

Vorbemerkung

Vor kurzem hat der Redaktor unserer Zeitschrift die Sektionspräsidenten aufgefordert, einzelne ihrer Gedanken zu äussern, die auch Leser aus anderen Landesgegenden ansprechen könnten. Ich komme diesem Wunsch gerne nach, betone aber, dass es sich in der Folge um rein persönliche Äusserungen handelt: ich schreibe also keineswegs im Namen meines Vorstands oder meiner Sektion.

Das Vertrauen in den Zivilschutz muss verstärkt werden

Wie andere Bürger auch, habe ich gemerkt, dass die Pazifisten hierzulande und jenseits unserer Grenzen (unter ihnen auch ehrliche und ehrbare Personen) den Zivilschutz neuerdings in jene Verteidigungsmassnahmen einschliessen, bei denen sie sich weigern, je mitzuwirken.

Sie wissen, dass der Zivilschutz bei uns bereits sehr weit ausgebaut ist und er sich wirksam erweisen könnte. Nun behaupten die Friedensbewegten schlicht, diese Wirksamkeit sei schädlich, da sie bei der Bevölkerung ein trügerisches Sicherheitsgefühl erwachen lasse: dadurch schwinde bei den Schweizern die Furcht vor einem Krieg, was sie zu trägem Mitwirken bei der Kriegsverhinderung bewege.

Zurzeit besteht die Aufgabe der Sektionen des SZSV darin, unsere Behörden in ihren Anstrengungen zu unterstützen, das Vertrauen unserer Mitbürger in die Notwendigkeit und die Möglichkeit eines Schutzes der Bevölkerung in ausserordentlichen Lagen zu stärken. Ausserdem gilt es, die Zweifelnden zu gewinnen, damit sie nicht zu denen überlaufen, die bestrebt sind, die Angst bei allen Männern und Frauen zu schüren, in der Hoffnung, sie würden auf unsere Behörden einen Druck ausüben, damit unser Land letzten Endes ohne jeden Widerstand dem Willen einer drohenden ausländischen Macht ausgeliefert würde.

Wenn der einzelne die Willkür eines eingefallenen Feindes spüren und seiner ureigenen Rechte beraubt sein wird, dürfte es zu spät sein einzusehen, dass es sich gelohnt hätte, unsere Freiheit zu verteidigen, auch wenn es schmerzhafte Opfer gekostet hätte.

Wenn wir uns mit Schwung für den Zivilschutz einsetzen, dürfen wir doch nicht den Eindruck erwecken, dass alle Schweizer ständig an ihren Schutz denken und sich von den anderen Völkergemeinschaften absondern sollten. Nein, es müssen alle Frauen und Männer ebensosehr dazu ermuntert werden, ihre Verbundenheit mit den Mitmenschen aus anderen Ländern zu bekunden und mithelfen, dass unvermeidbare Spannungen nicht in bewaffnete Auseinandersetzungen ausarten.

Der Schweizer sehnt sich sehr nach Frieden; er möchte auch, dass der Staat ihn in Ruhe lässt. Dies ist leider nicht leicht vereinbar, sogar in einem als liberal geltender Staat. Will nämlich eine Gemeinschaft unabhängig bleiben, so müssen deren Mitglieder sich jenen, die persönliche Freiheit einengenden Pflichten unterziehen, welche die Schaffung einer glaubhaften Wehrfähigkeit erfordern.

Die Schutzräume sind bereits in einem konventionellen Krieg unentbehrlich

Man ist geneigt, die Schutzräume nur als Mittel gegen die Auswirkungen von Atomwaffen zu betrachten. Seit 30 Jahren werden sie gewiss nach solchen Normen gebaut, die sie in die Lage versetzt, auch wuchtigen Explosionen zu widerstehen und nuklearen Staub aufzuhalten. Es steht aber fest, dass bei einem massiven Einsatz mittels grosskalibrigen und auf Bodenhöhe zur Sprengung gebrachten Kernwaffen unser Land derart verwüstet würde, dass die in den Schutzräumen überlebenden Personen kaum noch Weiterlebenschancen hätten.

Ich bin aber davon überzeugt, dass die Wahrscheinlichkeit eines solchen Untergangs ausgeschlossen werden kann, denn die unmenschlichsten unter den Staatsoberhäuptern, welche über eine Atombewaffnung verfügen, würden sich hüten, einen Atomschlag auszulösen: Sie wissen nämlich, dass der «andere» im Stande wäre, mit einem Vernichtungsschlag darauf zu antworten. Mancherorts verbreitet sich nämlich auch der Gedanke, wonach die Kernwaffen wohl abhaltend wirken, aber nur in bezug auf den Einsatz von gleichartigen Mitteln durch den Geg-

hwm. In nächster Zeit werden sich in dieser Zeitschrift Sektionspräsidenten des Schweizerischen Zivilschutzverbandes (SZSV) in loser Folge zu einem freigewählten Thema äussern. Es geht dabei darum, dass man etwa in der anderen Ecke der Schweiz mitbekommt, mit welchen Problemen der eine oder andere Präsident der nicht weniger als 23 Sektionen des SZSV zu kämpfen hat, was für eine Haltung er in Zivilschutz- und Gesamtverteidigungsfragen einnimmt. Es kann aber auch ganz einfach ein Denkanstoss sein, um den andere vielleicht dankbar sind.

ner. Sie verhindern aber nicht eine feindselige Macht, einen Angriff mit konventionellen Waffen auszulösen. Wenn also eine akute Spannung in Europa zur Gewaltanwendung führen sollte, wäre es ein konventioneller Krieg.

Sollte unser Land nur am Rande durch kriegerische Ereignisse oder durch einen massiven feindlichen Einfall betroffen sein, so hätte unsere Armee natürlich die Pflicht, unsere Souveränität durchzusetzen und unsere Bevölkerung vor einer Unterwerfung unter eine fremde Macht zu bewahren. Um dabei aber erfolgreich zu sein, müssten unsere Truppen einen hohen Kampfgeist beweisen und über Handlungsfreiheit verfügen, was nur zu erreichen ist, wenn unsere Familien die Möglichkeit haben, sich zu schützen. Was beim Soldaten den Mut und den Willen zum Kampf stärkt, ist die Gewissheit, dass zu Hause seine Angehörigen den Schutzraum aufsuchen können und dass auf dem Schlachtfeld, wo es um die Verteidigung oder Zurückeroberung von Ortschaften geht, die Bevölkerung auch geschützt ist, so dass der Einsatz unserer eigenen Waffen sie nur wenig gefährdet. Es sollte uns gelingen, bei den Schweizer Frauen und Männern mehr Einsicht darüber zu erreichen.

Zivilschutz und Armee wären im Ernstfall gleichartigen Notlagen gegenübergestellt oder müssten gleichartigen Notlagen standhalten

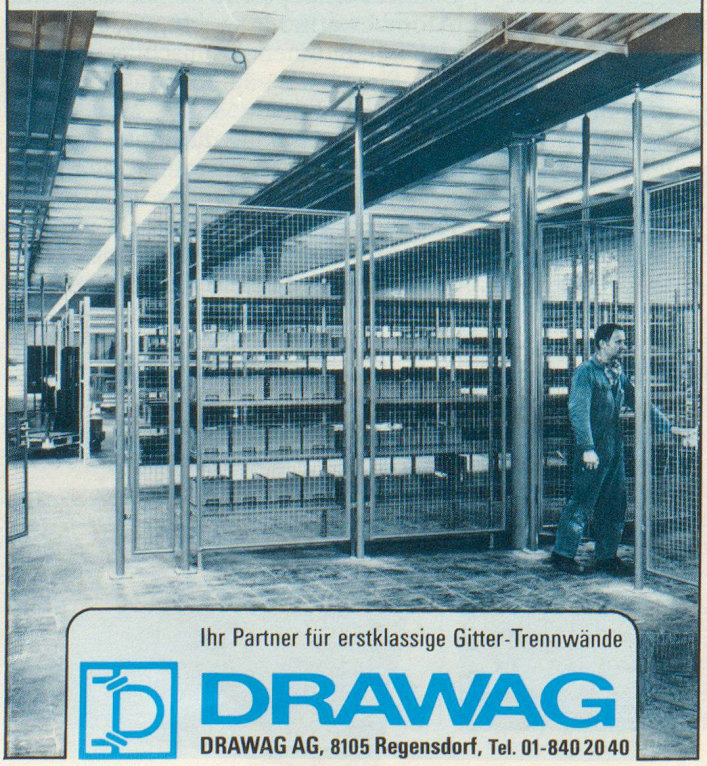
Es ist sehr wohltuend (sehr erfreulich), feststellen zu dürfen, dass das leichte, gegenseitige Misstrauen beim Zivilschutz und bei der Armee am verschwinden ist. Der Zivilschutz ist richtigerweise als reiner ziviler Zweig der Gesamtverteidigung erklärt worden. Die für seine Verwirklichung auf allen politischen Ebenen Verantwortlichen haben ihre Aufgaben mit Entschlossenheit, Zielstrebigkeit aufgenommen, aber dabei – in der besten Absicht – peinlich vermieden, Verfahren anzuwenden, die als militärisch hätten aussehen können. Die Armee reagierte anfänglich wie ein verwöhntes Einzelkind, das plötzlich mit einem kleinen Bruder teilen muss; sie hat denn auch den Eindruck erweckt, sie unterstütze den heranwachsenden Zivilschutz nicht mit Begeisterung. Gar zeigte sie da und dort gewisse Zweifel an der Glaubwürdigkeit dieser Institution mit so losem und gutmütigem Dienstbetrieb.

Dies ist aber heute anders. Breite Kreise haben erkannt, dass Armee und Zivilschutz aufeinander angewiesen sind und sich beide auf die Meisterung gleichartiger Notlagen (umfangreicher Zerstörungen, zahlreicher Menschenopfer in unübersichtlichen Lagen) vorzubereiten haben. Um unter dramatischen Umständen erfolgreich zu sein, muss straff gehandelt werden. Die Führer müssen ihre Angstgefühle überwinden können, um rasch und überlegt zu entscheiden, um überzeugend zu befehlen. Die Ausführenden dürfen sich durch psychologischen Schock nicht lähmen lassen oder müssen die vielleicht bis zur Langeweile im Frieden erlernten Handgriff rasch und sicher anwenden.

Die Notwendigkeit nach Straffheit ist kein Selbstzweck der Armee. Wenn die militärischen Führer ständig dafür kämpfen, dass der ganze Dienstbetrieb straff geführt (gehandhabt) wird, so ist das kein lächerliches Anzeichen eines Bedürfnisses, «militärisch» zu gelten. Es ist Ausdruck der Überzeugung, dass man nur in Notlagen auch die Kraft und die Mittel finden wird, das zu tun, was zur Verteidigung der Heimat beitragen kann. Auch die Angehörigen des Zivilschutzes müssten in der Lage sein, überzeugend, beherrscht und zweckmässig ihren Mitmenschen in tragischen Lagen zu helfen.

Gitter-Trennwände

- Optimale Raumaufteilung nach Mass dank Elementsystem.
- Einfachste Montage, flexibel und ausbaufähig.
- Bestens geeignet für Lager-, Schalter- und Kellerräume, Autoeinstellplätze usw.
- Die Ware bleibt geschützt und immer sichtbar.

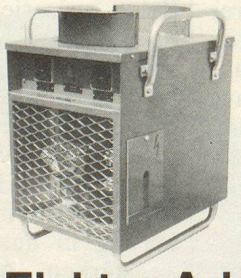


Ihr Partner für erstklassige Gitter-Trennwände

DRAWAG

DRAWAG AG, 8105 Regensdorf, Tel. 01-840 20 40

Belastungs-Widerstände für die Generatorprüfung



Modelle 9–100 kW
günstiger Preis

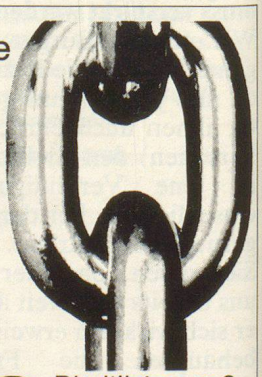
EMP-Elektro-schaltschränke

Elektro Arber, Kreuzlingen

Telefon 072 75 11 11

Die Vertrauensfirma für Ihre Sicherheitsprobleme!

Alarmanlagen
Türfernsehsprechanlagen
Fernsehüberwachungen
Notstromleuchten



SICHERHEITSTECHNIK

MEXAG

Riedtlistrasse 8
8042 Zürich
Tel. 01/363 17 69